

## Pour les professionnels de santé

### la corde casse !

## Ils se mobilisent le mardi 15 juin

Voilà près d'un an et demi que la crise du Covid 19 a débuté en France, près d'un an que les accords du Ségur, censés solutionner toutes les problématiques de la santé, ont été signés.

Mais où en sommes-nous ?

Certains acteurs de la santé des milieux sanitaires et sociaux et de la petite enfance restent dans l'attente de l'attribution du complément de traitement indiciaire, à l'instar des étudiants en santé en promotion professionnelle.

Les premières annonces de revalorisations salariales ne semblent pas à la hauteur des attentes.

Les établissements publics sont en grande difficulté de recrutement, les salaires ne sont pas attractifs et les conditions d'exercice le sont encore moins.

Les rappels sur les jours de repos n'ont pas cessé, l'absentéisme augmente, les fuites de personnels se majorent.

Les accords du Ségur posaient un certain nombre de mesures dans son pilier 2 pour "sécuriser les organisations et les environnements de travail" afin de renforcer l'attractivité et la qualité de vie au travail, où sont-elles ?

Voilà plus de vingt ans que nous dénonçons la dégradation des conditions de travail, la suppression des lits, la réduction des effectifs ;

Plus de vingt ans que nous alertons sur les conséquences de cette dégradation tant en termes de qualité et de sécurité de prise en charge que d'offre de soins et d'attractivité des métiers du soin ;

Plus de vingt ans que les promesses se sont succédées, que les gouvernements et leurs ministres de la santé successifs nous ont dit entendre et se saisir de la problématique ;

Et aujourd'hui où en est-on ?

On ne parvient plus à recruter, les établissements n'ont plus les moyens de former suffisamment de professionnels, on ferme des services par faute de médecins ou de personnel paramédical.

On veut nous faire croire que les métiers du soin attirent "la preuve : les inscriptions en hausse sur parcoursup pour les IFSI". Mais combien iront au terme de leur formation ? Et combien abandonneront après seulement quelques mois d'exercice ?!

On nous a taxé d'oiseaux de mauvais augure, d'alarmistes, mais les faits sont bien là, nous alertons sur le fait que nous allons droit dans le mur et aujourd'hui nous y sommes au pied du mur !

La corde casse, la colère des professionnels ne cesse de gronder et, sans réponse adaptée du gouvernement, elle promet d'être explosive !

Céline DUROSAY

Secrétaire nationale

[secretariatnationalcni@gmail.com](mailto:secretariatnationalcni@gmail.com)

07.86.20.16.11